

2013/06/24

⋮

⋮

()

2013/2012

أهم الاختصارات

Aff.	-----	Affaire
Art.	-----	Article
C.	-----	Contre
C.Com.Fr	-----	Code de commerce français
CA. Paris	-----	Cour d'appel de Paris
CE	-----	Communauté européen
Ch.	-----	Chambre
CJCE.	-----	Cour de justice de la communauté européenne
Conc.	-----	Concurrence
Cons.	-----	Conseil
Ed.	-----	Edition
Fasc.	-----	Fascicule
Op.cit.	-----	Option citée
P.	-----	Page
Ph.	-----	Paragraphe
Pp.	-----	Pages
Rapp.	-----	Rapport
Rec.	-----	Recueil
T.	-----	Tome

----- .

----- .

1
 » 37 2 1996
 «

3

4

5

¹ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *Droit de la concurrence*, DALLOZ, Paris, 1^{er} éd., 2006, n°12, p.14.

	1996	07	438-96			2
08	76		1996/11/28			
	2002	10	03-02		.1996	
	2008	15	19-08	2002	14	25
				.2008	16	63

³ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°12, p.14.

⁴ André Decocq et Georges Decocq, *Droit de la concurrence interne et communautaire*, L.G.D.J., Paris, manuel, 2^{ème} éd., 2004, n°01, p.09.

6 ...

7

8

⁵ Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence*, ARMAND COLIN, Paris, 1996, n°36 p.37.

⁶ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, commerçants, concurrence, distribution*, LGDJ, Liban, 2^{ème} éd., 1999, n°621, p.323.

.77. 2010

قانون المنافسة والممارسات التجارية

7

⁸ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°27, p.24.

9

10

(entente)

(entente)

(L'accord)

(l'entente)

11

(concertation)

(l'accord)

⁹ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°701, p.373

¹⁰ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°720, p.387

(Les ententes)

1989

12

13

14

¹⁵1996

12-89

¹⁶

1989/07/05

الكامل في القانون التجاري الأعمال التجارية، التاجر، الحرفي، الأنشطة التجارية،

¹²

الطبعة الثانية 2003 .32.

السجل التجاري،

1990 14

10-90

¹³

1995 25

25-95

.1990

18

16

.1995 27

55

34

1993

23

10-93

.1993

23

¹⁴ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°700, p.372

1996

07

438-96

¹⁵

17

18

19

(10.000)

20 (500.000)

1989

06-95

21

1995 25

22

23

	.1989	19	29	16
			12-89	03 17
		» :	12-89	01 18
«.			12-89	26 19
			12-89	66 20
	.1995	22	09	21
			06-95	01 22
			06-95	06 23

24

25

26 2002 22

27

06-95

02-04 28 2003 19 03-03

29 2004 23

06-95 13 24

06-95 15 25

2005 27 159-05 26

.2005 30 31

06-95 27

www.mincommerce.gov.dz

12-08 2003 20 43 28

05-10 2008 02 36 2008 25

.2010 18 46 2010 15

06-10 2004 27 14 29

.2010 18 46 2010 18

30

03-03

31

32

33

34

36

35

37

³⁰ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°15, p.35.

06-95

31

03-03

01

32

03-03

06

33

03-03

07

34

03-03

11

35

03-03

12

36

03-03

17

37

03-03

06

«

»

38

39

:

:

:

03-03

57 56

38

03-03

09 08

39

:

40 2003 20 03-03 06

»

«...»

41

42

81

L420-1

43

06

45

44

40

محاضرات في قانون المنافسة

41

2007-2008 غير منشورة.

⁴² «Sont incompatible avec le marché commun et interdits tous accords entre entreprise, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes **pratiques** concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre états membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marchés commun, et notamment ceux qui consistent à ...» Art. 81 Ph.1 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu.

⁴³ «Sont prohibées, ... lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, les **actions** concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, notamment lorsqu'elles tendent à ...» : Art. L420-1 du c.com.fr. www.legifrance-gouv.fr

⁴⁴ أنظر مثلا أعلاه ص.4، و أدناه ص.16.

⁴⁵ Zouaïmia Rachid, *Remarques critiques sur le contentieux des décisions du conseil de la concurrence en droit algérien*, Revue conseil d'état, n° 07, 2007, p.58, 59 : « Il faut sans doute revenir au droit français dans la mesure où les textes algériens reproduisent, parfois littéralement, les textes français régissant le domaine de la concurrence »

» : _____

«

...»

.()

.()

«...

46

()

)

.(

:

⁴⁷03-03

06

»

.() «

.() 06

⁴⁶ Georges Ripert et René Roblot, *Traité de droit commercial, t.1, volume 1*, sous la direction de M. Germain, L.G.D.J., Paris, 18^{ème} éd, par Louis Vogel, 2001, n°840, p.681: «... l'existence de la collusion est souvent inférée de l'observation d'une atteinte à la concurrence sur le marché. En revanche lorsque l'entente s'incorpore à un contrat, la constatation de la concertation est première; dès lors qu'elle porte sur une donnée concurrentielle, telle que les prix ou les quantités produites, elle constitue la restriction à la concurrence. »

48 03-03 06

49

51

50

«...»

»

1980

...»

52 .«

48

⁴⁹ En droit communautaire : Jean-Bernard Blaise, *Ententes*, Répertoire communautaire, Dalloz, Septembre 2003, n°99, p.12.

⁵⁰ Michel Pédamon, *Droit commercial, commerçant et fond de commerce, concurrence et contrat du commerce*, DALLOZ, Paris, précis, 2^{ème} éd., 2000, n°460, p.408.

1977

19

51

1986/12/01

⁵² *Toutes les ententes supposent un concours de volonté, quelque soit la forme de cet accord et même s'il ne formalise pas réellement. La démonstration ou la conviction qu'il y a eu un concours de volontés entre des personnes physiques ou morales juridiquement et économiquement distinctes est condition absolue de toute incrimination* » : Rapport de la commission de concurrence pour 1980, citée par Yves Serra, *le droit français de la concurrence*, DALLOZ, Paris, collection connaissance de droit, dirigée par Jean Luc Aubert, 1993, p.81.

.06

53

54

55

:

06

()

⁵³ «Une proposition doit être réalisée par une rencontre de deux ou plusieurs volontés: une proposition d'entente illicite doit recevoir une réponse favorable pour entrer dans les prévisions de l'ordonnance.» Jack Bussy, *Droit des affaires*, Presse de sciences PO et DALLOZ, Paris, 1998, p.345.

⁵⁴ «Considérant que la société Esso a justifié par les pièces versées aux débats qu'elle n'a consenti à aligner ses prix que sous la pression de graves menaces; que si elle montre le caractère illicite des comportements ... une telle circonstance établit toutefois que cette société ne s'y est résolue que sous l'empire de contraintes individuelles lui imposant un mode de fixation de ses prix, exclusif de tout accord de volonté à une quelconque action concertée » Cour d'appel de paris, 1^{er}ch., 09 novembre 1989, *Carburant en corse* : Véronique Selensky, *Ententes illicites*, JCP, Concurrence Consommation, 2010, *Fasc. 310*, n°3, p.3.

⁵⁵ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°221, p.290.

— « »

56

— «pratiques et actions concertées»

57

« »

06

«... » :

58

«conventions et ententes» « »

59

56 1988 432 : «دبر الأمر تدييراً، الامر

فكر فيه ونظر في عاقبته، اعتنى به ونظمه. وخطة دبرها: ادارها و قام بها».

188. 1987

⁵⁷ Petit Larousse illustré, Librairie Larousse, Paris, 1980, p.230 : «concertation: action de se concerter, se concerter : se mettre d'accord pour agir ensemble, concerté(e): résulte d'une entente.»

58 1981 192 :

«تواطأ : Se concreter».

المرجع السالف الذكر

2002 76 : «تواطؤ، اتفاق : Concertation».

297 : «تواطأ - توواطأ القوم على الأمر: توافقوا عليه».

13. 1983

الوجيز في نظرية الالتزام

59

...»

⁶¹ «...»

...»

⁶² «...»

63

64

.16.

60

⁶¹ «Sont prohibées,...lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, les **actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions**, notamment lorsqu'elles tendent à...» : Art. L420-1 du c.com.fr. www.legifrance-gouv.fr

⁶² «Sont incompatible avec le marché commun et interdits tous **accords entre entreprise, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées**, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre états membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marchés commun, et notamment ceux qui consistent à ...» Art. 81 Ph.1 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu.

⁶³ En droit français : Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°154, p.147.

⁶⁴ Lamy droit économique, *Concurrence, Distribution et Consommation*, LAMY,1998, n°579, p.191.

⁶⁶. «principe de neutralité de la forme de l'entente»

:

(Les accords)

⁶⁷. (Pratiques concertées)

Les accords :

06

«... »

68

المرجع السالف الذكر.

65

⁶⁶ Yves Guyon, *Droit des affaires, t.1, droit commercial général et sociétés*, ECONOMICA, Paris, collection droit des affaires et de l'entreprise, série enseignement, 12^{ème} éd., 2003, n°948, p.877.

⁶⁷ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°220, p.289.

⁶⁸ Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, p.3.

:

69

:

70

⁶⁹ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°580, p.192.

⁷⁰ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°157, p.148.

()

()

71

Ford AG

1985/09/19

-*Ford*

-

72

73

:

(Structure Organique)

⁷¹ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°161, p.151.

⁷² CJCE, 19/09/1985, *Ford AG c/ Commission*, Rec.1985, p.2725. www.eur-lex.europa.eu.

⁷³ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°220, p.289.

.

74 .

.

. 75 .

- -

81 « »

. 76 .

1987/12/08

⁷⁴Roger Houin et Michel Pédamon, *Droit commercial*, Dalloz, Paris, précis, 8^{ème} éd, 1985, n° 389, p.473.

⁷⁵ Lamy droit économique, *op.cit*, n°595, p.198

⁷⁶ «Sont incompatible avec le marché commun et interdits tous accords entre entreprise, toutes décision d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre états membres...» Art. 81 Ph.1 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu.

Les Pratiques Concertées

:

80

06

.«...»

» :

L420-1

81

81

[«pratiques»()]

82

[«pratiques»()]

06

⁷⁷ Cons. Conc. Fr., 08/12/1987, *Secteur de l'entretien et de la réparation des cycles, cyclomoteurs et motocycles* : Michel Pédamon, *op.cit.*, n°463, p.410.

.48

78

⁷⁹ Rapp. Cons. Conc. Fr., 1998, p.42 : Michel Pédamon, *op.cit.*, n°463, p.410.

03-03

80

⁸¹ «Sont incompatible avec le marché commun et interdits tous accords entre entreprise, toutes décision d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre états membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marchés commun, et notamment ceux qui consistent à ...» Art. 81 Ph.1 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu.

⁸² «Sont prohibées, ... lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, notamment lorsqu'elles tendent à ...» : Art. L420-1 du c.com.fr. www.legifrance-gouv.fr.

:

:

»

84 «

(*Accord*)

85 (*un parallélisme des comportements*) _____

86

1969/06/24

()

⁸⁴ «Une forme d'entente dans laquelle des entreprises, sans se lier juridiquement, acceptent en pleine connaissance de cause, d'observer une discipline commune de comportement, elles renoncent à avoir des comportements indépendants » : Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, p.394

⁸⁵ Georges Ripert et René Roblot, *op.cit.*, n°849, p.688.

⁸⁶ Décision de la commission cité par: Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *Droit commercial européen, DALLOZ, Paris, 5^{ème} éd, 1994, n°489, p.364.*

(Accord)

87

1972/07/14

(entente)

(Accord)

()

»

- -

» -

-

«

(Accord)

⁸⁸ «

-

() -

() ⁸⁹

⁸⁷ «Sont ... interdits tous accords entre entreprise, ...et toutes pratiques concertées...» Art. 81 Ph.1 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu.

⁸⁸ «...Une forme de coordination entre entreprises qui, sans avoir été poussée jusqu'à la réalisation d'une convention proprement dite, substitue sciemment une coopération pratique entre elles aux risques de la concurrence...Elle ne réunit donc pas tous les éléments d'un accord, mais peut notamment résulter d'une coordination qui s'extériorise par le comportement des participants»: CJCE, 14/07/1972, *Maitres colorantes (ICI) c/ Commission*, aff. 48/69, Rec.1972, p.619. www.eur-lex.europa.eu.

⁸⁹Hubert Orso Gilliéron, *Les contrats verticaux en droit communautaire et suisse de la concurrence*, LGDJ, Bruxelles, études, 2004, p.109.

: -
(*Accord*)

.
90
.

: -

.
91
.

(*ententes*)

⁹⁰ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°165, p.155.

⁹¹ Hubert Orso Gilliéron, *op.cit.*, p.109.

:

:

-

06 (les ententes)

(Accord)

-

-

92

93

⁹² Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°168, p.157.

⁹³ CJCE, 16/12/1975, *Suiker Unie et autres c/ Commission*, Rec.1975-10, p.1663. www.eur-lex.europa.eu.

...»

...

...

94 «

95

96

97

:

-

⁹⁴ «Toutes opérateur doit déterminer, de manière autonome, la politique qu'il entend suivre sur le marché... cette exigence d'autonomie... s'oppose... rigoureusement à toute prise de contact, directe ou indirecte, entre de tels opérateurs, ayant pour objet ou pour effet soit d'influencer le comportement, sur le marché, d'un concurrent actuel ou potentiel, soit de dévoiler à un tel concurrent le comportement que l'on est décidé à, ou que l'on envisage de tenir soi-même sur le marché»: CJCE, 16/12/1975, *Suiker Unie et autres c/ Commission*, *op.cit.*

⁹⁵ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°169, p.158.

⁹⁶ CJCE, 16/12/1975, *Suiker Unie et autres c/ Commission*, *op.cit.*

⁹⁷ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°170, p.159.

⁹⁸ (*Marchés Oligopolistiques*)

99

100

«

» ¹⁰¹

:

-1

98

2006 -

.218.

⁹⁹ Anne Perrot et Louis Vogel, *Entente tacite, oligopole et parallélisme de comportement*, La Semaine juridique, éd. E, n°48, p 495.

¹⁰⁰ CJCE, 16/12/1975, *Suiker Unie et autres c/ Commission*, *op.cit.*

¹⁰¹ «Un parallélisme des comportement ne peut être à lui seul identifié à une pratique concerté»: CJCE, 14/07/1972, *Maitres colorantes (ICI) c/ Commision*, *op.cit.*

102

103 ()

-2

104

¹⁰² Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°174, p.162.

¹⁰³ CJCE, 28/03/1984, *Marché des laminés de zinc*, aff.29 et 30-83, Rec. 1984, p.1679. www.eur-lex.europa.eu.

¹⁰⁴ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°176, p.165.

:

03-03

06

105

:

:

:

:

:

106

107

108

03-03

06

105

¹⁰⁶ Yves Serra, *op.cit.*, p.81.

¹⁰⁷ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°595, p.198

¹⁰⁸ Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, p.3.

110

109

.111

112

.113

.114

:

115

.116

¹⁰⁹ Comm. conc., 13 décembre 1983, *Béton prêt à l'emploi* et Cons. Conc. Fr., 26 mars 1991, *Société Etablissements Tournier SA* : Lamy droit économique, *op.cit.*, n°595, p.198.

¹¹⁰ CJCE, 31 octobre 1974, *Centrafarm c/Sterling Dry et Centrafarm c/Whintrop*, Rec.1974, p.1147. www.eur-lex.europa.eu.

المرجع السالف الذكر .40. المرجع السالف الذكر 111

03-03 03 15 112

مدى تأثير المنافسة الحرة بالممارسات التجارية 113

.56. 2012

¹¹⁴ Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence*, *op.cit.*, n°227 p.172.

03-03 22 15 115

¹¹⁶ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, *op.cit.*, p.3.

:

117

118

119 02

120

:

121

81

117

:

«Sont incompatible avec le marché commun et interdits tous accords entre **entreprises**, toutes décisions d'associations d'**entreprises** toutes pratiques concertées...» Art. 81 Ph.1 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu.

¹¹⁸ Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence, op.cit.*, n°227 p.172.

03 -03

02

119

03 -03

03

120

¹²¹ Cons. Conc. Fr., 22/10/1991, *Honoraires des chirurgiens* : Lamy droit économique, *op.cit.*, n°565, p.196.

»

03-03

03

.«...

¹²²

...

03-03

02

...»

¹²³12-08

.«...

:

» :

02

...

...

...

»

«...

«

¹²² Lamy droit économique, *op.cit.*, n°565, p.185.

03-03

2008

25

12-08

¹²³

.124

:

-

:

-

:

-

125

126

128

127

¹²⁴ Didier Guevel, *Droit des affaires*, LGDJ, Paris, 2^{ème} éd., 2001, p.212.

2008 25 09-08 800 125

www.joradp.dz

03-03 38 126

¹²⁷ Mohamed Salah et Farha Zéraoui-Salah, *Etablissements publics à caractère industriel et commercial, Actualités législatives et réglementaire de droit économique 2001*, Revue entreprise et commerce, EDIK, n°03-2007, pp.107-109.

¹²⁸ Mohamed Salah, *Entreprise publique économique, son organisation, sa gestion, et sa privatisation*, Revue entreprise et commerce, EDIK, n°01-2005, p.61.

:

:

:

...

:

2003

19

03-03

38

¹³⁰ Cons. Conc. Fr., 09/05/1989, *Encres d'imprimerie* : Lamy droit économique, *op.cit*, n°565, p.185.

¹³¹ Cons. Conc. Fr., 18/12/1990, *boulangerie de BERRE-L'ETANG* : Lamy droit économique, *op.cit*, n°565, p.185.

132

133

06

134

L-420

135

L-420

136

¹³² Michel Pédamon, *op.cit.*, n°462, p.409.

¹³³ Daniel Tricot et autres, *Accords verticaux et accord horizontaux les limites de la distinction au regard de l'article 81 CE*, colloque, quel avenir pour le traitement des restrictions verticales, *Concurrences*, n°4, 2008, p.7.

¹³⁴ Art. L420-1 du c.com.fr. www.legifrance-gouv.fr.

¹³⁵ CA paris, 07/02/1961, Nicolas Brandt : Lamy droit économique, *op.cit.*, n°595, p.198.

¹³⁶ «La prohibition des restrictions de concurrence résultant d'accords entre entreprises situées à des niveaux différents du processus économique _accords verticaux _ est beaucoup plus difficile à admettre dans la mesure, précisément, où les parties à l'entente ne sont pas alors en concurrence. De tels accords (accords de distribution, de licence...) ne peuvent être sanctionnés que sur le fondement d'une atteinte à la concurrence externe, c'est-à-dire à la concurrence existant entre les parties et les tiers » : Georges Ripert et René Roblot, *op.cit.*, n°842, p.682.

Consten

Grundig

Grundig

137

138

¹³⁷ CJCE, 13/07/1966, *Consten et Grundig c/ Commission*, Rec.1966, p.429. www.eur-lex.europa.eu.

¹³⁸ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°161, p.151.

:

...»

139 «...»

: ...»

-

-

-

-

-

-

140 «.

-

()

.()

2003 19 03-03 06 139

2003 19 03-03 06 140

:

«... » 141

) «... » ()

.() «... » (

:

142

06

. «... »

:

.«...sont prohibées lorsqu'elles ont pour **objet** ou peuvent avoir pour **effet**...»

- - «objet»

)

«peuvent avoir pour effet»

.() (

« »

:

03-03

06

141

03-03

142

144

143

145

146

147

148

149

¹⁴³ «...L'objet anticoncurrentiel s'analyse comme l'intention d'empêcher, de fausser, de restreindre, le jeu de la concurrence...» : Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, n°100, p.24.

¹⁴⁴ «...intention anticoncurrentielle...» : Lamy droit économique, *op.cit.*, n°599, p.199

¹⁴⁵ «...L'objet anticoncurrentiel recouvre les hypothèses dans lesquelles les participants à l'entente ont eu pour intention, pour but, de porter atteinte à la liberté de la concurrence ... » : Annie Chamoulaud, Gulsen Yildirim, Claude Lombois, *Droit des affaires, relation de l'entreprise commerciale*, Lexi fac, Paris, 2003, p.177.

¹⁴⁶ «...L'objet anticoncurrentiel signifie que la collusion doit avoir un contenu atteignant le principe de la liberté de la concurrence; par exemple un accord sur les prix...»: Yvan Auguet, *Droit de la concurrence, droit interne*, Ellipses, Paris, tout le droit, collection dirigée par Philippe Ségur, 2009, p.127.

¹⁴⁷ Michel Pédamon, *op.cit.*, n°465, p.412.

¹⁴⁸ Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, n°105, p.24.

()
()

...»

06

«...»

¹⁵⁰ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°600, p.200.

¹⁵¹ Yves Reinhard et Jean-Pascal Chazal, *Droit commercial, actes de commerce, commerçants, fond de commerce, concurrence, consommation*, Litec, Paris, 06^{ème} éd., 2010, n°139, p168.

المرجع السالف الذكر.

¹⁵³ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, *op.cit.*, n°109, p.25.

¹⁵⁴ Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *op.cit.*, n°492, p.367.

« »

-
:
_____ 14
... 07 06

...»

.«_____

:

()
()

-
-
-

:

:

06

()

(*pure et parfaite*)

(*praticable*)

19

156

157

158

¹⁵⁵ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires*, *op.cit.*, n°752, p.399.

¹⁵⁶ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires*, *op.cit.*, n°753, p.400.

.206.

157

¹⁵⁸ Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *op.cit.*, n°493, p.368.

159

160

...

»

...

«

161

...

162

()

¹⁵⁹ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°754, p.400.

¹⁶⁰ Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, n°09, p.29.

¹⁶¹ Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *op.cit.*, n°493, p.368.

¹⁶² Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°753, p.400.

()

163

(Théorie du seuil de sensibilité) :

1969/07/09

81

(Les accords)

164

06

1970

:

% 10

¹⁶³ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°756, p.400.

¹⁶⁴ CJCE, 09/07/1969, *Völk c/ Veraecke*, Aff. 5/69, Rec.1969, p.295. www.eur-lex.europa.eu.

165

166

167

1993/05/04

168

169

¹⁶⁵ Georges Ripert et René Roblot, *op.cit.*, n°843, p.682.

¹⁶⁶ Annie Chamoulaud, Gulsen Yildirim, Claude Lombois, *op.cit.*, p.177.

¹⁶⁷ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°603, p.201.

¹⁶⁸ Georges Ripert et René Roblot, *op.cit.*, n°871, p.713.

¹⁶⁹ Cass. Com. 10/03/1998, B,IV ,n°95 : Citée par André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°234, p.313.

06

«... ...»

81

L420-1

()

(Théorie de l'effet cumulatif) :

« »

171

¹⁷⁰ Yves Reinhard et Jean-Pascal Chazal, *op.cit.*, p.168.

¹⁷¹ Dominique Legeais, *Droit commercial et des affaires*, ARMAND COLIN, Paris, 15^{ème} éd., n°541, p.288.

172

()

173

174

¹⁷² Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence*, ARMAND COLIN, Paris, 2^{ème} éd., 2003, n°332 p.166.

¹⁷³ Georges Ripert et René Roblot, *op.cit.*, n°844, p.684.

¹⁷⁴ Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence, op.cit.*, n°332 p.167.

03-03

« »

06

.«...»

...»

175

- ()

()

() 03

... ..

» :

.«...»

¹⁷⁵ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°56, p.90.

.«... ...» :

176 .

177 .

178 .

» :

«

»

179 «

¹⁷⁶ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°56, p.90.

¹⁷⁷ Yves Reinhard et Jean-Pascal Chazal, *op.cit.*, n°170, p.140.

¹⁷⁸ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°605, p.202.

¹⁷⁹ Annie Chamoulaud, Gulsen Yildirim, Claude Lombois, *op.cit.*, p.173

:

03

.«... ...»

:

: .1

180

: .2

181

: .3

182

...»

183 «...»

¹⁸⁰ Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence*, op.cit., n°103, p.57.

¹⁸¹ Marie-Anne Fison-Roche et Sébastien Bonfils, *Les grandes questions du droit économique, introduction et documents*, QUADRIGE/PUF, Paris, 1^{er} éd., 2005, p.380.

¹⁸² A. Ronzano, *Le rôle de la clientèle en droit de la concurrence*, in *clientèle et concurrence, approche juridique du marché*, Etudes du CREDA, sous la direction de Yves Chaput, Litec, 2000, extrait publié par Marie-Anne Fison-Roche et Sébastien Bonfils, op.cit., p.387.

: .4

184

185

187

186

188

189

190

¹⁸⁴ Marie-Anne Fison-Roche et Sébastien Bonfils, *op.cit.*, p.380.

¹⁸⁵ *Cass. Com. 10/03/1992, SARL France Loisir et autres c/ le PDG de la société anonyme le grand livre du mois et autres*, publié par Marie-Anne Fison-Roche et Sébastien Bonfils, *Les grandes questions du droit économique, op.cit.*, p.383.

¹⁸⁶ Yves Reinhard et Jean-Pascal Chazal, *op.cit.*, n°172, p.141.

¹⁸⁷ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°606, p.202.

¹⁸⁸ Yves Serra, *op.cit.*, p.20.

¹⁸⁹ Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence, op.cit.*, n°99 p.56.

¹⁹⁰ Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane Payet, *op.cit.*, n°103, p.101.

(04)

»

191

«

4

»

1988/10/11

192 «

:

...»

«...»

193

¹⁹¹ 30/03/2000, *Kish Glass c/ Commission*, Aff. T-65/96, Rec.2000, p.1885 : Citée par André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°67, p.106.

¹⁹² Cons. Conc. Fr., déc. n° 94-D-53, 18/10/1994: Lamy droit économique, *op.cit.*, n°605, p.203.

194

195

196 ()

197

07

:

20

03-03

06

2003

«...»

...»

06

198

199

03

:«...»

...»¹⁹⁴

03-03

¹⁹⁵ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°70, p.109.

المرجع السالف الذكر.

¹⁹⁶

¹⁹⁷ Cons. Conc. Fr., déc. n° 88-D-01, 19/01/1998 et déc. n° 89-D-05, 24/01/1989 : Lamy droit économique, *op.cit.*, n°605, p.203.

¹⁹⁸ En droit français : Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *op.cit.*, n°503, p.377.

¹⁹⁹ Yves Reinhard et Jean-Pascal Chazal, *op.cit.*, n°167, p.137.

.() -
 .() -
 . :
 :
 ...» -
 -
 -
 -
 -
 ...
 200 .« -
 201 «... : ...»
 202 .
 203 .

03-03	06	200
03-03	1 06	201

²⁰² Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°759, p.403.
²⁰³ الإحتكار والممارسات المقيدة للمنافسة، في ضوء قوانين المنافسة والقوانين الوضعية
 .158. 2010

(*boycottage et mise à l'index*) : -1

204

:

-

205

-

(*réglementation professionnels*) : -2

206

207

:

-3

²⁰⁴ Michel Pédamon, *op.cit.*, n°467, p.418.

²⁰⁵ Dominique Legeais, *Droit commercial et des affaires, op.cit.*, n°542, p.288.

²⁰⁶ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°611, p.203.

²⁰⁷ Cons. Conc. Fr., 04/07/1995, *Marché des extincteur* ; CA. Paris, 12/04/1996, Lamy droit économique, *op.cit.*, n°611, p.204.

»

²⁰⁸ «

:

209

210

...» :

²¹¹ «...»

_____ (les quotas)
les labels de)

(qualité

²⁰⁸ CA paris, 05/11/1982, *SCI de la rue de paradis* : Lamy droit économique, *op.cit.*, n°613, p.204.

²⁰⁹ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, *op.cit.*, n°68, p.18.

²¹⁰ Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence*, *op.cit.*, n°79, p.71.

.212

-1

.213

:

-2

.214

²¹² Lamy droit économique, *op.cit.*, n°622, p.208.

²¹³ Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, n°62, p.16.

²¹⁴ Véronique Selensky, *Ententes illicites, op.cit.*, n°93, p.22.

: -3

215

: -4

216

217 «... : ...»

218

المرجع السالف الذكر. 215

المرجع السالف الذكر. 216

03-03 3 06 217

²¹⁸ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, op.cit., p.17.

...» :

²¹⁹«...»

81

L420-1

«e»

220

²²¹«...»

...» :

05

03-03

06

2008

25

12-08

02

02

²²²

03-03

...»

.«...»

2010

05

05-10

...» :

«...»

03-03

5

06

²¹⁹

²²⁰ Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *op.cit.*, n°507, p.381.

03-03

7

06

²²¹

2008

25

12-08

²²²

2002 24 250-02
 223.2008 2003
 07 236-10
 224 2010
 07
 2010
 225
 ...» 03

.«

28 52 2002 24 250-02 223
 2003 11 301-03 .2002
 16 338-08 2003 14 53
 .2008 09 52 2002
 2010 07 236-10 224
 08 75 .2010 07 58
 2011 01 98-11 .2010
 16 222-11 2011 01 14
 23-12 .2011 19 34 2011
 .2012 26 04 2012 18
 . 2010 07 236-10 02 225

(appel d'offre)
(adjudication) " "

" "

226

:
(offre de couverture) : -1

227

²²⁶ Michel Pédamon, *op.cit.*, n°468, p.424.

²²⁷ Michel Pédamon, *op.cit.*, n°468, p.424.

(offre de principe) :

-2

06

عملية إبرام الصفقات العمومية في القانون الجزائري ²²⁸
 الطبعة الأولى 2004 .15: «بالنسبة للمناقصة...فإنّها تسهل التفاهم بين المؤسسات عن طريق
 إقتسام الصفقات حسب المبدأ المعروف: (Une fois l'un, l'autre fois l'autre)

²²⁹ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, op.cit., n°71, p.15.

²³¹ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, op.cit., n°72, p.19.

:

-3

232

233

:

²³² Lamy droit économique, *op.cit.*, n°628, p.209.

²³³ Véronique Selensky, *Ententes illicites*, *op.cit.*, n°74, p.20.

...» :

234 «...»

235

236

237

238

239

03-03 5 06 234

²³⁵ Roger Houin et Michel Pédamon, *op.cit.*, n° 393, p.384.

²³⁶ Yves Guyon, *op.cit.*, n° 880, p.953.

03-03 05 237

03-03 1 04 238

²³⁹ Yves Guyon, *op.cit.*, n° 880, p.953.

_____ 240
:
:
-1

()
241
:
-2

242
:
-3

²⁴⁰ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°640, p.213.

²⁴¹ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°611, p.213.

²⁴² Véronique Selensky, *Ententes illicites*, *op.cit.*, n°50, p.11.

243

:

-4

:

-5

244

:

-6

²⁴³ Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence, op.cit.*, n°340, p.171.

²⁴⁴ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°645, p.215.

245 .

...» :

246 «... .

06 .

.(

)

06

247 .

²⁴⁵ Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence*, *op.cit.*, n°343 p.172.

03-03

6

06

²⁴⁶

²⁴⁷ En droit français: Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *op.cit.*, n°508, p.382.

•

•

.

.

:

.

:

.

:

.

:

» :

03-03

09

7 6

.

.

«.

²⁴⁸06

.

²⁴⁹.

09

03-03

²⁴⁸

²⁴⁹ Yves Serra, *op.cit*, p.90.

250

03-03 09

:

L420-4-1

251

03-03 01 09

252

²⁵⁰ Michel Pédamon, *op.cit.*, n°483, p.442.

²⁵¹ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n° 251, p.338.

²⁵² André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n° 251, p.338.

:

1996²⁵³

254

255

« » « »

:

256

1996 07

438-96

253

438-96

1996

120

254

438-96

1996

124

255

.35. 40 2005 الطبعة الأولى

القرارات الإدارية

256

257

258

-

259

-

260

01 09

261

01 09

262

122

.«...»

...»

438-96

1996

125

257

438-96

1996

85

258

²⁵⁹ Denis Barthe, *Faits justificatifs des pratiques anticoncurrentielles*, JCP, Concurrence Consommation, 2010, *fasc.* 320, n°08, p.04.

438-96

1996

125 77

260

²⁶¹ Denis Barthe, *op.cit*, n°09, p04.

263

:

...»

«...

264

265

1996

07

438-96

262

²⁶³ Denis Barthe, *op.cit.*, n° 10, p.04.

²⁶⁴ Yvan Auguet, *op.cit.* p.132.

²⁶⁵ CA paris, 20/09/1990, Dalloz, 1990 IR 224, citée par Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence, op.cit.*, n°283, p.210.

266

267

268

²⁶⁶ Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence, op.cit.*, n°283, p.210.

²⁶⁷ Yves Guyon, *op.cit.*, n°886, p.958.

²⁶⁸ Françoise Dekeuwer-Défosez, *Droit commercial, activités commerciales, commerçants, fond de commerce, concurrence, consommation*, Montchrestien, France, avec la collaboration de Edith Balary-Clément, collection Domat droit privé, 8^{ème} éd., 2004, n°470, p.610.

» . :
03-03 02 09

« ...

.(01)

.(02)

...»

.(03) «

.02 09 :

:

:

:

:

:

« »

: :

03-03 03

²⁶⁹ Jean-Bernard Blaise, *Ententes, op.cit.*, n°572, p.52.

²⁷⁰ Jean-Bernard Blaise, *Ententes, op.cit.*, n°573, p.53.

: -1

.
271 ...

: -2

. 272 ...

:

. 273

²⁷¹ Denis Barthe, *op.cit.*, n°23, p.09.

²⁷² Lamy droit économique, *op.cit.*, n°72, p.245.

²⁷³ Jean-Bernard Blaise, *Ententes, op.cit.*, n°586, p.54.

:

2001 13

.L420-4-2

274

275

²⁷⁴ Denis Barthe, *op.cit.*, n°26, p.11.

²⁷⁵ Denis Barthe, *op.cit.*, n°26, p.11.

03

²⁷⁶03-03

:

03-03

2001

12

18-01

277

:²⁷⁹

²⁷⁸

04

276

.2001

15

77

277

»:

278

250 1

500)

(2)

(

:

-1

...

:

-2

.

:

-3

. (250) (01)

:

-4

. 500 2

:

-5

18-01

.%25

.«...»

²⁷⁹ Mohamed Salah et Farha Zéraoui-Salah, *Petites et moyen entreprise, Actualités législatives et réglementaire de droit économique 2001*, Revue entreprise et commerce, EDIK, n°03-2007, pp.109-114

-01

11

18

)

:

(

09

281

280

:

²⁸⁰ Art. L420-1 du c.com.fr. www.legifrance-gouv.fr : « - ne sont pas soumises aux dispositions des articles L.420-1 et L.420-2 les pratiques...dont les auteurs peuvent justifier qu'elles ont pour effet d'assurer un progrès économique et qu'elles réservent aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, sans donner aux entreprises intéressés la possibilité d'éliminer la concurrence pour une partie substantielle des produits en cause...»

²⁸¹ Art. 81 Ph.2 du Traité instituant la communauté européen. www.eur-lex.europa.eu : «Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 peuvent être déclarées inapplicables :

- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toutes décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées,

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits et à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans

()

282

283

01

1957

1986

284

03 81

-
- a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,
 - b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.»

²⁸² Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°764, p.407.

²⁸³ Denis Barthe, *op.cit.*, n°30, p.2.

²⁸⁴ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°723, p.246.

285

:

286

03-03

03-03

285

²⁸⁶ Denis Barthe, *op.cit.*, n°34, p.13.

287

:

:

-1

288

:

-2

²⁸⁷ Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, op.cit.*, n°764, p.407.

²⁸⁸ Denis Barthe, *op.cit.*, n°39, 49, p.15.

03-03

09

03-03

09

:

...»

290

02

09

«

²⁸⁹ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°729, p.248.

03-03

290

:

» 291 08

7 6

.«...»

...»

-05

.«

2005 12 175

. 292

()

09

06

.09

175 05

: 04

:

-1

²⁹¹ الصادر بموجب الأمر 03-03، السالف الذكر.

.2005

18

35

²⁹²

: -2

175 05

: -

293

: -

03-03

16

293

294

«

»

29

:

-

-3

-4

03-03

294

() : :

295

06-95

09

03-03

09

03-03

295

02 44

296

»

...07 06

.« 09

02 09

...»

«

⋮

•

•

•

•

•

•

⋮

•

⋮

•

⋮

•

⋮

:

» 03 03 04 49

2004 23... 02-04

.«

²⁹⁷2008 25 49
²⁹⁹ . ²⁹⁸ 06-95

04 49

59 49 ³⁰⁰02-04

:

-

() .

-

-

²⁹⁷ القانون 12-08 المؤرخ في 25 2008، يعدل ويتمم الأمر 03-03، السابق الذكر.

03-03 ²⁹⁸

03-03 72 ²⁹⁹

2004 23 ³⁰⁰

:

³⁰¹03-03

49

:

³⁰²02-04

49

-1

-2

³⁰³

-3

-4

301

302

303

2011

20

09-11

05

.2001

23

04

03-03

304

:

:

-1

305

(08)

(05)

306

307

1997	27	290-97	11	304
------	----	--------	----	-----

50

.1997 30

02-04	04	52	305
-------	----	----	-----

155-66	47	45	44	306
--------	----	----	----	-----

www.joradp.dz

³⁰⁷ Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, JCP, Concurrence Consommation, 2010, *fasc.380*, n°16, p.05

308

:

-2

»

02-04

50

49

«...»

³⁰⁸ Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°22, p.06.

«

»

309

التحقيق القصصي،

309

الطبعة الرابعة 2006 .91.

310

311

312

³¹⁰ Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°17, p.05.

02-04 51 311

02-04 04 03 02 50 312

:

313

: :

» 02-04 01 55
«...»

02-04

01 55

314

-

-

.91. 2004

مبدأ الشفافية في قانون المنافسة في الجزائر

313

³¹⁴ Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°44, p.10.

1986

02-04 02 55

»

.«

02-04

02-04

: -1

315

-05

316

2005

13

472

:

-2

02-04

05

02

57

315

.2005

16

81

316

(10)

317

:

-3

318 58

319

320

:

« »

53

« »

«*infraction*»

«*contravention*»

(06)

53

(1.000.000)

(100.000)

³¹⁷ Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°42, p.10.

02-04

318

³¹⁹ *قوانين الإصلاحات الاقتصادية، النظام المصرفي، الاستثمار، المنافسة، الخصوصية، وفقا*
للتشريع الجزائري والمقارن، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، سلسلة القانون الاقتصادي، 1997،
ص.93.

³²⁰ Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°43, p.10.

-04

54

:

02

-

-

-

-

-

62

» :

03-03

01

«...»

62 56

«Les sanctions»

01

62

«la Peine»

01

62

«Sanctions»

01 62

03-03 57

« » «*Est punie*»

.

()

()

.()

.

:

03-03 01 44

«... »

. 03-03 02 35

02 35

.

321

03-03 04 44

321

322

()

.()

:

:

-1

12-08

03-03

323

:

-2

³²² Lamy droit économique, *op.cit.*, n°730, p.251.

12-08

09

03-03

23

³²³

324

325

326

:

-3

³²⁷03 -03

01

44

03-03

04

34

324

³²⁵ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°735, p.252.

03-03

03

44

326

327

03-03 : 02 35 -4

328

» ³²⁹03-03 03 44 : :
«

³²⁸ Veronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n° 52, p.11.

44

330

03-03

01

:

-

-

-

:

:

-1

:

-

» :

03-03

01

44

330

«

35

2

331

332

333

: -

334

335

: 03-03 03 44

331

³³² Lamy droit économique, *op.cit*, n°37, p.253.

³³³ Veronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, *op.cit.*, n°58, p.13.

03-03 01 44 334

قانون الإجراءات المدنية، نظرية الدعوى، نظرية الخصومة، الإجراءات الاستثنائية، 335

.36. 2001

336

337

:

-2

338

:

-3

»

03-03

02

44

06

.«... 09

... 07 06

09

03-03

06

336

³³⁷ Veronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°59, p.13.

³³⁸ Veronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°60, p.03.

339

340

341

241-11

1996

17

44-96

342

(04)

³³⁹ Lamy droit économique, *op.cit*, n°251, p.73.

2011 10

241-11

08

340

.2011 13

39

241-11

15

341

.1996

22

05

342

343

:

- -

- -

:

344

01 46

³⁴⁵03-03

44-96

18 15

343

³⁴⁴ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°751, p.258.

345

346

2001 15

347

« » 03-03 46

»

.«... _____

346

³⁴⁷ Pierre Arhel, *pratiques anticoncurrentielles, sanctions et injonctions*, répertoire commerciale, DALLOZ, octobre 2003, n°2, p.2.

- 46 -

:

348

... »:

³⁴⁹ «...»

350

351

(100.000)

³⁴⁸ Veronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, op.cit., n°04, p.03.

03-03 46 349

.357. المرجع السالف الذكر 350

03-03 58 351

:

:

.

:

-1

352

353

354

355

356

.	03-03	01	50	352
.	03-03	01	26	353
.	03-03	03	50	354
				355

357

358

359

03-03 54

»:

.	03-03	01	51	356
.		03-03	53	357
.	03-03	04	50	358
.		03-03	52	359

.« 37

.

.

.

.

360

(15)

361

362

.	03-03	01	55	360
.	03-03	02	55	361
.	03-03	03	55	362

: -2

241-11 09

³⁶³.03-03 30 28

55

» 01

.«_____»...

44-96

241-11

364

241-11

44-96

24

365

363

44-96

364

44-96

365

241-11

03-03 24

366

:

-03 28

«

»

03

23

»

.«...

367

241-11

10

366

03-03

55

367

44-96

368

01 30

» 03-03

.« ()

369

370

³⁶⁸ Veronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, *op.cit.*, n°93, p.19.

03-03

01 30

369

³⁷⁰ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°777, p.268.

.(12)

(08)

372

:

03-03

45

»

«

:

03-03

371

03-03

04 02

28

372

373

374

03-03

06

:

:

-

-

-

:

-1

»

03-03

45

.«

03-03

02 01

67

373

03-03

03

47

374

375

376

377

56

379

378

58

(150.000)

³⁷⁵ Article L464-2 du Code de Commerce français. www.légifrance-gouv.fr.

³⁷⁶ Pierre Arhel, *op.cit*, n°08, p.03.

³⁷⁷ En droit français voir: Pierre Arhel, *op.cit*, n°10, p.03.

03-03

378

(02)

379

-2

56

»

03-03

%12

14

.«(. 6.000.000)

12-08

03-03

%07

380

³⁸⁰ Pierre Arhel, *op.cit.*, n°19 p.05.

381

L464-

03-03 56

382₂

³⁸³2001

:

-

-

-

³⁸¹ Rapp. cons. conc. fr., année 1998, p.539. www.autoritedelaconurrence.fr

www.legifrance-gouv.fr :

382

www.legifrance-gouv.fr :

383

:

-

-

-

- -

.

-

-

384

03-03

56

:

57

«Une sanction»

56

-

:

03-03

1

62

384

«les pratiques restrictives...sont sanctionnées par une amende»

«Une peine» 57

.«est punie d'une amende...» :

56

_____»
_____»
«... 14

56 -

57

03-03 56

» : 1 62

62 56

«

12-08 29

385

:

:

-

386

387

:

(1

:

(2

:

(3

³⁸⁵ Lamy droit économique, *op.cit*, n°798, p.276.

³⁸⁶ Cons. conc. Fr., 14 février 1995, *Secteur des échographe*. www.autoritedelaconurrence.fr

³⁸⁷ Lamy droit économique, *op.cit*, n°798, p.276.

:

-

388

.

.

.

.

.

-

389

:

³⁸⁸ Pierre Arhel, *op.cit.*, n°34 p.09.

³⁸⁹ Pierre Arhel, *op.cit.*, n°35 p.09.

:

(1

:

(2

:

-

03-03

1 60

:

-

-

-

-

390

: : -3

...» : 03-03 45

«

» : 49

...

«

391

03-03 71 390

2011 10 242-11 03 391

.2011 13 39

2011 10 242-11

03-03 12-08 23 49

49

392

393

³⁹² En droit français : Rapp. cons. conc. fr. 1987, p.27. www.autoritedelaconurrence.fr

-03 06-95 3 26 ³⁹³

03

:

03-03

63

»

« ...

()

³⁹⁴ Lamy droit économique, *op.cit*, n°811, p.281.

³⁹⁵ En droit français: Rapp. cons. concu. fr. 1984, p.21. www.autoritedelaconurrence.fr

(15)

396

1998 30 01-98
» 09 397

.«...»

...

03-03 63
» 01-98 09
«

398

« » « »

03-03 2 63 396

397 الجريدة الرسمية رقم 37، المؤرخة في 01 جوان 1998.

398 Zouaïmia Rachid, *Remarques critiques sur le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence en droit algérien, op.cit.*, pp.58-59.

399

400

:

401

402

رقابة القاضي الإداري لقرارات سلطات الضبط المستقلة

399

.51 2008 08

.52. المرجع السالف الذكر

400

⁴⁰¹ Zouaïmia Rachid, *op.cit.*, p.60.

.52. المرجع السالف الذكر

402

09-08

801

» :

2008/02/25

.«

...

.

.

.

:

.()

()

⁴⁰³ Zouaïmia Rachid, *op.cit.*, p.61.

:

»

03-03

48

«

03-03

06

03-03

38

» :

.«...

:

404

:

» :

03-03

13

06

.«... 07

⁴⁰⁴ Pierre Arhel, *op.cit.*, n°76 p.18.

405

:

»

406 « _____

: -1

⁴⁰⁵ Pierre Arhel, *op.cit.*, n°79 p.19.

03-03

48

⁴⁰⁶

03-03 09

: -2

407

06

03-03

57

03-03

:

:

03-03

57

(2.000.000)

»

.«

⁴⁰⁷ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°848, p.292.

« »

02 45

»

(56) () _____

.« (58)

⁴⁰⁸

1 62

_____ » : 12-08

« 62 56

⁴⁰⁹

57 «... »

408

«Il (le conseil) **peut prononcer des sanctions pécuniaires applicables immédiatement** (les amendes prévues par l'Art.56), **soit en cas d'inexécution des injonctions dans les délais qu'il aura fixés** (les astreintes prévues par l'Art.58)»

⁴⁰⁹ Art 62 Bis 1: «**les sanctions prévues par les articles 56 à 62 de la présente ordonnance sont prononcés par le conseil de la concurrence...**»

« est punie d'une amende ... »

57

. 1 62 02 45

03-03 57

08 156-66

»

1966

«

.

:

06-95

» 15

...67

...

«...»

.

.

03-03

410

411

:

412

03-03 57

03-03 57

155-66 36

410

⁴¹¹ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°837, p.289.

03-03 4 44 412

414

:

57

06

03-03

09

«

...» 57

...

»

⁴¹⁵ «... ()

57

06-95

15

1966

08

156-66

05

413

www.joradp.dz

155-66

07

414

03-03

57

415

416

⁴¹⁷2001 1986

(02)

418

⁴¹⁶ Lamy droit économique, *op.cit.*, n°830, p.289.

⁴¹⁷ André Decocq et Georges Decocq, *op.cit.*, n°365, p.462.

⁴¹⁸ En droit français : Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, *op.cit.*, n°184, p.35.

03-03

⁴¹⁹06

:

2003

19

03-03

06

⁴¹⁹

»

«...»

_____ (*Les ententes*)

(*Les pratiques concertées*)

1989

01-98

421

420

1998

30

01-98

420

2003

19

03-03

421

422

423

424

	2013	15		422
07		2013	15	
			.2013	30
.236.	2001		مجلس المنافسة	423

⁴²⁴ Travaux des ateliers du séminaire de sensibilisation des opérateurs économiques et des associations de protection des consommateurs aux règles de la concurrence; atelier du 10 juillet 2012 à Setif, atelier du 02 juillet 2012 à Oran, atelier du 11 juin 2012 à Alger, sous la direction du ministère du commerce. www.mincommerce.gov.dz

425 !

⁴²⁵ Emmanuel Combe, *Economie et politique de la concurrence*, DALLOZ, Paris, Précis, 1^{er} éd, 2005, p.142.

:

1966 08 155-66
www.joradp.dz .

1966 08 156-66
www.joradp.dz .

1989 05 12-89
25 06-95 .1989 19 29
.1995 22 09 1995

1990 14 10-90
.1990 18 16

1993 23 10-93
.1993 23 34

09 1995 25 06-95
19 03-03 .1995 22
.2003 20 43 2003

1995 25 25-95
.1995 27 55

1996 17 44-96
1996 21 05
2011 10 241-11
.2011 13 39

1996 07 438-96
76 1996 28
03-02 .1996 08

16	2002	14	25	2002	10
	63		2008	15	19-08
					.2008
		1997	27	290-97	
			.1991	30	50
		1998	30	01-98	
	.1998	01	37		
52		2002	24	250-02	
301-03				.2002	28
	14	53		2003	11
	2002	16		338-08	2003
	236-10			.2008	09
	58				2010
					.2010
					07
43			2003	19	03-03
25	12-08			.2003	20
-10	2008	02	36		2008
	.2010	18	46	2010	15
					05
			2004	23	02-04
	.2004	27	14		
46		2010	18	06-10	
				.2010	18
		2005	27	159-05	
.2005	30	31		2002	22
		2005	13	472-05	
.2005	16	81			

		2008	25	09-08	
				www.joradp.dz	
	2010	07	236-10		
	.2010	07	58		
		.2010	08	75	
14		2011	01	98-11	
2011	16	222-11		2011	01
23-12		.2011	19	34	
.2012	26	04		2012	18
	2011	20	09-11		
04					
				2001	23
	2011	10	241-11		
	.2011	13	39		
	2011	10	242-11		
13	39				
				.2011	

:

التحقيق القضائي، الطبعة الرابعة 2006.

قانون الإجراءات المدنية، نظرية الدعوى، نظرية الخصومة،

الإجراءات الاستثنائية، 2001.

الخطوط الكبرى في الاقتصاد الوضعي

- 2006.

الكامل في القانون التجاري

الطبعة الثانية 2003.

عملية إبرام الصفقات العمومية في القانون الجزائري

الطبعة الأولى 2004.

قوانين الإصلاحات الاقتصادية، النظام المصرفي، الاستثمار، المنافسة،

الخصوصية، وفقا للتشريع الجزائري و المقارن

1997.

القرارات الإدارية 2005.

الوجيز في نظرية الالتزام 1983.

:

قانون المنافسة والممارسات التجارية 2010.

الإحتكار والممارسات المقيدة للمنافسة، في ضوء قوانين المنافسة

والقوانين الوضعية 2010.

:

رقابة القاضي الإداري لقرارات سلطات الضبط المستقلة

2008 08.

:

محاضرات في قانون المنافسة

2008-2007

سادسا : الأطروحات والمذكرات

مدى تأثير المنافسة الحرة بالممارسات التجارية

.2012

.2001

مجلس المنافسة

مبدأ الشفافية في قانون المنافسة في الجزائر

.2004

:

Annie Chamoulaud, Gulsen Yildirim, Claude Lombois, *Droit des affaires, relation de l'entreprise commerciale*, Lexi fac, Paris, 2003.

Berthold Goldman et Antoine Lyon-Caen et Louis Vogel, *Droit commercial européen*, DALLOZ, Paris, 5^{ème} éd, 1994.

Didier Guevel, *Droit des affaires*, LGDJ, Paris, 2^{ème} éd., 2001.

Dimitri Houtcieff, *Droit commercial*, ARMAND COLIN, Paris, 2005.

Dominique Legeais, *Droit commercial et des affaires*, ARMAND COLIN, Paris, 15^{ème} éd.

Emmanuel Combe, *Economie et politique de la concurrence*, DALLOZ, Paris, Précis, 1^{er} éd, 2005.

Françoise Dekeuwer-Défosez, *Droit commercial, activités commerciales, commerçants, fond de commerce, concurrence, consommation*, Montchrestien,

France, avec la collaboration de Edith Balary-Clément, collection Domat droit privé, 8^{ème} éd., 2004.

Georges Ripert et René Roblot, *Traité de droit commercial, T.1, volume 1*, sous la direction de M. Germain, L.G.D.J., Paris, 18^{ème} éd, par Louis Vogel, 2001,

Jack Bussy, *Droit des affaires*, Presse de sciences PO et DALLOZ, Paris, 1998

Jean-Bernard Blaise, *Droit des affaires, commerçants, concurrence, distribution*, LGDJ, Liban, 2^{ème} éd., 1999.

Marie-Anne Fison-Roche et Sébastien Bonfils, *Les grandes questions du droit économique, introduction et documents*, QUADRIGE/PUF, Paris, 1^{er} éd., 2005.

Michel Pédamon, *Droit commercial, commerçant et fond de commerce, concurrence et contrat du commerce*, DALLOZ, Paris, précis, 2^{ème} éd., 2000.

Roger Houin et Michel Pédamon, *Droit commercial*, Dalloz, Paris, précis, 8^{ème} éd, 1985.

Stéphane Chatillon, *Droit des affaires internationales*, Vuibert, Paris, Collection gestion internationale, 4^{ème} éd., 2005.

Yves Guyon, *Droit des affaires, t.1, droit commercial général et sociétés*, ECONOMICA, Paris, collection droit des affaires et de l'entreprise, série enseignement, 12^{ème} éd., 2003.

Yves Reinhard et Jean-Pascal Chazal, *Droit commercial, actes de commerce, commerçants, fond de commerce, concurrence, consommation*, Litec, Paris, 06^{ème} éd., 2010.

:

André Decocq et Georges Decocq, *Droit de la concurrence interne et communautaire*, L.G.D.J., paris, manuel, 2^{ème} éd., 2004.

Hubert Orso Gilliéron, *Les contrats verticaux en droit communautaire et suisse de la concurrence*, LGDJ, Bruxelles, études, 2004.

Marie Malaurie Vignal, *Droit de la concurrence*, ARMAND COLIN, Paris, 2^{ème} éd., 2003.

Marie Malaurie Vignal, *Droit interne de la concurrence*, ARMAND COLIN, Paris, 1996.

Marie-Anne Frison-Roche et Marie-Stéphane payet, *Droit de la concurrence*, Dalloz, 1^{er} éd., 2006.

Yvan Auguet, *Droit de la concurrence, droit interne*, Ellipses, Paris, tout le droit, collection dirigée par Philippe Ségur, 2009.

Yves Serra, *le droit français de la concurrence*, DALLOZ, Paris, collection connaissance de droit, dirigée par Jean Luc Aubert, 1993.

:

Anne Perrot et Louis Vogel, *Entente tacite, oligopole et parallélisme de comportement*, La Semaine juridique, éd. E, n°48.

Daniel Tricot et autres, *Accords verticaux et accord horizontaux les limites de la distinction au regard de l'article 81 CE*, colloque, quel avenir pour le traitement des restrictions verticales, Concurrences, n°4, 2008, pp. 03-32.

Denis Barthe, *Faits justificatifs des pratiques anticoncurrentielles*, JCP, Concurrence Consommation, 2010, fasc. 320.

Jean-Bernard Blaise, *ententes*, répertoire communautaire, DALLOZ, septembre 2003.

Mohamed Salah et Farha Zéraoui-Salah, *Etablissements publics à caractère industriel et commercial*, *Actualités législatives et réglementaire de droit économique 2001*, Revue entreprise et commerce, EDIK, n°03-2007, pp.107-109.

Mohamed Salah et Farha Zéraoui-Salah, *Petites et moyen entreprise*, *Actualités législatives et réglementaire de droit économique 2001*, Revue entreprise et commerce, EDIK, n°03-2007, pp.109-114

Mohamed Salah, *Entreprise publique économique, son organisation, sa gestion, et sa privatisation*, Revue entreprise et commerce, EDIK, N°01-2005, pp. 61- 79.

Pierre Arhel, *pratiques anticoncurrentielles, sanctions et injonctions*, répertoire commerciale, DALLOZ, octobre 2003.

Ronzano, *Le rôle de la clientèle en droit de la concurrence*, in *clientèle et concurrence, approche juridique du marché*, Etudes du CREDA, sous la direction de Yves Chaput, Litec, 2000, *extrait publié par Marie-Anne Fison-Roche et Sébastien Bonfils, Les grandes questions du droit économique, introduction et documents*, QUADRIGE/PUF, Paris, 1^{er} éd., 2005, p.384 au 388.

Véronique Selensky, *Entente illicites*, JCP, Concurrence Consommation, 2010, Fasc. 310.

Véronique Selensky, *Procédures de contrôle des pratiques anticoncurrentielles*, JCP, Concurrence Consommation, 2010, fasc.380.

Zouaïmia Rachid, *Remarques critiques sur le contentieux des décisions du conseil de la concurrence en droit algérien*, Revue conseil d'état, n° 07, 2007, pp. 51-63.

:

Lamy droit économique, *concurrence, distribution et consommation*, LAMY, 1998.

:

Travaux des ateliers du séminaire de sensibilisation des opérateurs économiques et des associations de protection des consommateurs aux règles de la concurrence; atelier du 10 juillet 2012 à *Setif*, atelier du 02 juillet 2012 à *Oran*, atelier du 11 juin 2012 à *Alger*, sous la direction du ministère du commerce. www.mincommerce.gov.dz

:

المنجد الأبجدي، ط.6، بيروت، دار المشرق، 1988

.1987

33.

1981

04.

.2002

09.

:

www.autoritedelaconcurrance.fr

www.joradp.dz

www.légifrance-gouv.fr

www.mincommerce.gov.dz

www.eur-lex.europa.eu



01	-----		
09	-----	:	-----
10	-----	:	◇
12	-----	:	➤
15	-----	:	
16	-----	:	
17	-----	:	
19	-----	:	
20	-----	:	
23	-----	:	
27	-----	:	➤
27	-----	:	
29	-----	:	
29	-----	:	
30	-----	:	
32	-----	:	
35	-----	:	◇
36	-----	:	➤
36	-----	:	

36	-----	:	
37	-----	:	
38	-----	:	
39	-----	:	
41	-----	:	
43	-----	:	
45	-----	:	
47	-----	:	
49	-----	:	
50	-----	:	➤
51	-----	:	
51	----- «...»	...» :	
		...» :	
53	----- «...»	«...» :	
55	----- «...»	...» :	
		...» :	
56	----- «...»	«...» :	
56	----- «...»	...» :	
60	-----	:	
		...» :	
61	----- «...»	«...» :	
		...» :	
64	----- «...»	«...» :	
65	-----	:	
66	-----	:	◇

67	-----	:	➤
68	-----	:	
68	-----	:	
68	-----	:	
70	-----	:	
72	-----	:	➤
72	-----02 09	:	
73	-----	:	
74	-----	:	
75	-----	:	
76	-----	:	
)	:	
78	----- (:	
79	----- ()	:	
		:	
80	-----	:	
81	-----	:	
82	-----	:	
83	-----	:	
86	----- ()	:	
88	-----	:	◇
89	-----	:	➤
90	-----	:	
95	-----	:	

95	-----	:	
96	-----	:	
98	-----	:	
99	-----	:	➤
100	-----	:	
101	-----	:	
103	-----	:	
108	-----	:	
108	-----	:	
111	-----	:	
117	-----	:	
118	-----	:	
129	-----	:	
132	-----	:	➤
133	-----	:	
133	-----	:	
134	-----	:	
135	-----	:	
137	-----	:	
138	-----	:	
139	-----	:	
141	-----	:	
147	-----	:	

الملخص

ينص المشرع في المادة 06 من الأمر 03-03 على الشروط المتطلبية لحظر التوافقات، فسواء كانت «اتفاقات اتفاقيات ممارسات أو أعمال مدبّرة» فهي ممارسات غير مشروعة، عندما تؤدي للتقييد، أو العرقلة، أو الحد من المنافسة في السوق. لذلك لا بد من التساؤل في هذا الإطار حول مفهوم التوافقات بأشكالها المختلفة، ومن جهة أخرى لا بد من التساؤل عن المقصود بتقييد المنافسة والسوق؟

وبعد أن بين المشرع الشروط القانونية المتطلبية لحظر التوافقات، حدّد الآثار القانونية المترتبة على ذلك. والملاحظ هنا، أنّ هذه الأخيرة ليست بالضرورة جزاءات رادعة، لأنّ المشرع ينص على الإعفاء منها¹ عندما تسمح التوافقات بتحقيق الصّالح العام.

الكلمات المفتاحية:

المنافسة؛ الممارسات المنافسة؛ الممارسات المقيدة؛ الأمر 03/03؛ قانون الأعمال؛ الإتفاقات؛ الأعمال المدبّرة؛ التطور الإقتصادي؛ أعوان التحري؛ المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

نوقشت يوم 24 جوان 2013

¹ المادة 08 و 09 من الامر 03-03 السالف الذكر.